

<https://larcenciel.be/spip.php?article701>



« On m'oblige à jouer un jeu dans lequel je perds ».

- EDUCATION ET FORMATIONS - EDUCATION : QUELQUES PISTES -



Date de mise en ligne : jeudi 11 décembre 2014

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

En publiant *Faits d'école*, le sociologue François Dubet revient sur quinze ans d'enquêtes et d'interventions publiques autour du système scolaire, et plaide pour un véritable débat autour des objectifs à lui donner et des moyens pour y parvenir.

Le système est cruel. Beaucoup d'élèves disent « on m'oblige à jouer un jeu dans lequel je perds ».

La massification a transformé l'école républicaine en école méritocratique, en disant aux élèves : vous deviendrez ce que vous avez fait à l'école. Cela change complètement la règle du jeu, qui se tend et devient beaucoup plus cruelle. Car l'échec scolaire ne signifie plus seulement « je ne suis pas doué pour l'école », mais « je vais rater ma vie ». D'où des comportements utilitaristes chez les élèves, qui passent leur temps à calculer ce qu'il est rentable de faire ou pas : ils ne travaillent pas la physique par amour du savoir mais pour aller en terminale scientifique.

Face à cela, une tendance réactionnaire s'est affirmée dans l'école, qui estime qu'il faudrait retrouver la culture d'avant, les élèves d'avant, les professeurs d'avant. Ce qui me paraît tout à fait raisonnable, à condition d'exclure 70 % des élèves... Et pourquoi pas de rétablir un examen d'entrée en sixième ?!

Comment faire alors pour rendre « l'égalité des chances » moins injuste ?

On peut pondérer ce principe, en faisant par exemple valoir ce que John Rawls appelle le principe de différence (1) : il faut faire en sorte que le déroulement de la compétition méritocratique ne dégrade jamais le sort des vaincus. D'où ma défense du collège unique, qui ne doit pas servir à sélectionner des enfants, mais à les amener tous au même niveau.

Ensuite, si les inégalités scolaires ne sont pas parfaitement justes, il est injuste qu'elles déterminent à leur tour les inégalités sociales. L'école ne devrait pas être la seule institution susceptible de distribuer les individus dans la société. Il y a des moyens de détendre un peu le jeu, comme par exemple le développement d'une véritable formation professionnelle, pour que les enfants qui échouent à l'école puissent se dire que leur vie ne s'arrête pas là.

Enfin, je m'inquiète actuellement du fait que l'école française n'a pas, ou plus, de projet éducatif. Les seules questions sont désormais : « les élèves ont-ils un bon niveau » et « la sélection est-elle juste ? » Ce que l'école fabrique comme individu, la totalité de l'échiquier politique s'en désintéresse. Pourtant, la seule manière d'éviter que l'école devienne complètement un marché serait de fixer à l'école des objectifs éducatifs : tout élève qui sort de l'école doit par exemple avoir le sentiment d'avoir de la valeur, ou être capable de s'exprimer en public sans avoir honte... En France, ces propositions sont marginales et suscitent de formidables résistances.

Sans idolâtrer les enquêtes comparatives de l'OCDE (enquêtes Pisa), on ne peut pas faire comme si d'autres pays n'avaient pas une école meilleure et plus équitable. Par exemple, dans la plupart des pays qui fonctionnent bien, ou mieux, les établissements sont plus autonomes qu'en France, en particulier sur le recrutement des enseignants. De son côté, le ministère a une capacité de contrôle des résultats beaucoup plus forte. En France, ce serait perçu comme une volonté de « privatiser » l'école, ou de rompre avec « l'égalité républicaine » – même si chacun sait que c'est une vaste plaisanterie.

La sociologie de l'éducation a aujourd'hui cumulé beaucoup de résultats. Quelles questions devrait-elle chercher à élucider dans les années à venir ?

Après avoir analysé ce que la société fait à l'école (P. Bourdieu, R. Boudon), puis ce que l'école fait aux élèves (M. Duru-Bellat, Agnès Van Zanten, moi-même), la sociologie devrait se demander ce que l'école fait à la société, c'est-à-dire analyser les conséquences de l'organisation des systèmes éducatifs sur la vie sociale.

Ma conviction, c'est qu'il faut déscolariser la société, c'est-à-dire sortir de l'idée que l'école doit fabriquer une «

bonne » société. L'école doit fabriquer une bonne école. Si on veut réduire les inégalités, réduisons les inégalités entre cadres et ouvriers. Ce sera plus efficace que de permettre à des enfants d'ouvriers de devenir cadres !

À la fin de votre ouvrage, vous dites que les enseignants « ne croient pas les sociologues », et qu'ils ont raison. Pourquoi ?

Pour enseigner – je suis enseignant –, il faut vivre avec des fictions. Il faut être convaincu, au moment où l'on fait son cours, que ce que l'on va dire va transformer les gens, que tout le monde peut apprendre, que le savoir a une valeur en soi. Sinon on ne le fait pas. Or la sociologie a pour effet de refroidir ces illusions : « ne vous racontez pas d'histoire, tout cela est déterminé »...

Donc je crois qu'il ne faut pas trop écouter les sociologues. Il faut entendre ce qu'ils disent, mais sans que cette connaissance détruise les illusions nécessaires à l'action. Les enseignants ont raison de résister, y compris à mes propres discours.

Post-scriptum :

Repéré grâce à Pearltrees : <http://www.pearltrees.com/herveeynard/apprenance/id6210518#item57902243>